

Nous prenons parti

POUR UN CANTON DE BERNE SOLIDAIRE

Plateforme électorale du Grand Conseil

Approuvée par le Comité directeur du PS du canton
de Berne



Nous prenons parti

POUR UN CANTON DE BERNE SOLIDAIRE

Les enjeux sont de taille – et nous concernent toutes et tous

Le coût de la vie augmente, alors que les salaires stagnent. La baisse du pouvoir d'achat, l'augmentation des primes d'assurance-maladie et l'insécurité galopante touchent un nombre croissant de ménages. Se loger, se chauffer et se nourrir coûte de plus en plus cher. Et pendant ce temps, les bénéfices des grands groupes s'envolent.

La crise climatique vient accentuer les inégalités existantes, frappe très durement les personnes à faible revenu et compromet notre sécurité d'approvisionnement. Au lieu de chercher des solutions pour le bien commun, les majorités bourgeoises aggravent les problèmes : à grand renfort de programmes d'austérité, elles affaiblissent le service public, démantèlent les acquis sociaux et cautionnent ainsi délibérément la crise sociale.

La Suisse a plus que jamais besoin d'un PS fort : d'un parti qui ne détourne pas le regard, mais qui se confronte aux défis – et qui s'engage résolument en faveur de la justice sociale, de la protection climatique et de l'égalité.

L'histoire le montre : les grands défis ne peuvent être relevés que collectivement. Non pas en se dressant les un-e-s contre les autres, mais en faisant front ensemble. Non pas en appliquant des recettes d'hier, mais en trouvant des solutions contemporaines. Non pas demain, mais ici et maintenant. L'heure n'est pas aux demi-mesures et aux atermoiements, il faut faire preuve d'audace et d'intégrité. Ne pas agir chacun-e de son côté, mais unir nos forces.

S'engager, jour après jour : S'engager désigne, à nos yeux, le fait de lutter pour une cause, de se battre pour quelqu'un, de prendre parti. Nous sommes animé-e-s par l'espoir et la conviction que le progrès et la liberté sont possibles pour toutes et tous. Il est indispensable de briser le mur de l'indifférence dès à présent et pour les générations futures. Il nous faut sortir de la pauvreté, de l'exclusion et de la froideur sociale. Nous devons aussi renforcer le service public, afin de garantir des prestations de qualité et l'égalité des chances à tous les êtres humains, sans exception.

L'avenir passera par des solutions collectives. Nous prenons parti pour un canton de Berne solidaire qui ne sacrifie personne. Nous voulons :

- Renforcer le pouvoir d'achat et réduire les inégalités
- Lutter contre le changement climatique et garantir la sécurité d'approvisionnement
- Continuer à combattre la discrimination sous toutes ses formes

Nous prenons parti

POUR PLUS DE POUVOIR D'ACHAT ET DE PROSPÉRITÉ

La Suisse est un pays riche, qui a les moyens de combattre la pauvreté et de garantir une couverture sociale sur son territoire.

Les richesses sont cependant très inégalement réparties et les fins de mois toujours plus difficiles pour de nombreuses personnes. La vie devient de plus en plus chère. Les loyers et les primes d'assurance-maladie connaissent une envolée fulgurante, alors que les salaires et les rentes stagnent – quand ils et elles ne sont pas réduits – et ne suffisent donc plus à couvrir le coût de la vie, trop élevé.

Au lieu de saper l'aide sociale et la sécurité sociale, il faut bâtir des réseaux solides qui ne sacrifient personne. Le pouvoir d'achat est soumis à une forte pression, quand les bénéfices des grands groupes et actionnaires atteignent des niveaux inédits. Il s'agit là d'une volonté politique : le Parlement regorge de lobbyistes œuvrant pour le compte de grandes entreprises, de compagnies d'assurance, d'établissements bancaires, de caisses-maladie, du secteur immobilier, etc. Celles et ceux qui n'engrangent pas des millions sont laissés pour compte.

Position du PS : participer à la prospérité de notre société ne doit pas être un droit réservé à une poignée d'élites qui en tirent un profit démesuré. Nous entendons donc permettre à la population d'accéder à la prospérité et augmenter le pouvoir d'achat.

Pour un coût de la vie abordable : chacune et chacun doit pouvoir vivre décemment, y compris les personnes qui ne gagnent pas des millions. Nous nous engageons donc en faveur de loyers abordables. À ce jour, en Suisse, les locataires paient chaque année plus de 10 milliards de francs de plus que ce que la loi auto-rise. Ensemble, nous y remédierons. Notre action s'étend à tous les domaines où le pouvoir d'achat est malmené : primes d'assurance-maladie (réductions), charges locatives et coûts des transports publics (gratuité des TP pour les enfants et les jeunes).

Pour des primes d'assurance-maladie viables : les primes des caisses-maladie sont excessivement élevées et la tendance ne devrait pas s'infléchir. Pour de nombreux ménages, surtout pour les familles, ce poste budgétaire devient insupportable. Le canton peut apporter une aide ciblée en concédant des réductions de primes aux personnes qui en ont besoin. La règle applicable est la suivante : les primes mensuelles d'assurance-maladie ne doivent jamais excéder dix pour cent du revenu disponible.

Pour des retraites et des salaires corrects :

le PS revendique des rémunérations, des retraites et des conditions de travail satisfaisantes pour tout le monde. Celles et ceux qui travaillent dans l'accueil des enfants et l'éducation, dans le commerce de détail ou dans les soins à la personne contribuent de façon majeure au bon fonctionnement de notre société. Les conditions de travail dans le secteur de la santé doivent de toute urgence être grandement améliorées si l'on veut endiguer la fluctuation du personnel. Il faut recruter davantage de personnel, proposer de meilleures conditions d'embauche et verser un salaire en adéquation avec les responsabilités assumées. Enfin, la hausse de la productivité économique doit être répercutée sur les personnes actives et la population, en augmentant les salaires, en améliorant la sécurité sociale et en offrant des possibilités de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Pour une protection efficace contre la précarité des personnes âgées : les femmes sont beaucoup plus touchées par la précarité à la retraite ; les retraites perçues par les femmes sont aujourd'hui encore inférieures d'un tiers à celles des hommes. Nous nous engageons donc en faveur d'un système de retraites qui n'ignore ni les responsabilités familiales ni le travail à temps partiel, afin que retraite cesse de rimer avec «piège de la pauvreté» pour les femmes. Nous estimons en effet qu'une personne ayant travaillé toute sa vie – qu'il s'agisse d'une activité lucrative rémunérée ou de tâches domestiques et familiales non rémunérées – doit pouvoir vivre dignement de sa rente de vieillesse. Nous prônons donc de toutes nos forces une AVS forte et refusons le démantèlement des rentes

Pour la sécurité des soins médicaux

: la santé de la population n'est pas une marchandise, mais un droit fondamental. Une politique sociale se doit de garantir des conditions de travail sûres et des soins médicaux de qualité dans toutes les régions du canton. Nous nous opposons aux programmes de démantèlement qui mettent en péril les hôpitaux, les soins de base et les soins infirmiers. La sécurité des soins médicaux implique en effet que tout le monde ait accès à des soins de santé de qualité, quel que soit son lieu de domicile. Il faut par ailleurs dégager davantage de ressources pour financer les soins et les foyers pour seniors et en finir avec les mesures d'austérité budgétaire consistant à diminuer les prestations complémentaires ou à accroître les contributions des patientes et patients. Il doit être tenu compte de l'évolution démographique : la dignité des personnes âgées est non négociable.

Pour plus de justice dans le canton de

Berne : nous nous opposons à une politique fiscale axée sur l'allègement des charges des entreprises, des actionnaires majoritaires et des personnes fortunées, car elle est toujours menée au détriment de la population, qui se voit au final pénalisée par une baisse des prestations ou par une hausse des impôts et taxes. Nous préférons renforcer le pouvoir d'achat, car c'est le seul moyen de rendre le canton de Berne plus juste et plus social.

Nous prenons parti

POUR LA PROTECTION DU CLIMAT ET DE L'ÉNERGIE

Assurer la protection du climat et sécuriser l'approvisionnement en énergie sont deux des principales missions qui incombent à notre génération.

Pendant des décennies, les compagnies pétrolières ont trompé l'opinion publique avec de fausses études. À coups de lobbying et de campagnes se chiffrant en millions, elles ont empêché la mise en œuvre de mesures politiques de sortie des énergies fossiles. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous nous retrouvons aujourd'hui tributaires des livraisons de pétrole et de gaz de régimes autocratiques.

Le canton de Berne a le devoir et les moyens de largement œuvrer à la protection du climat. Pour ce faire, il doit avant tout agir dans les domaines de sa compétence cantonale où il peut générer un effet de levier maximal, à savoir les transports, l'énergie et le bâtiment. Ce qui compte, c'est que les mesures de protection du climat soient socialement acceptables et financiables. BKW et les entreprises électriques régionales sont quant à elles tenues de garantir l'infrastructure réseau et les capacités de stockage dans le cadre du service public, afin que la transition énergétique se déroule au mieux et soit bénéfique à tout le monde.

Nous devons agir maintenant. Notre engagement en faveur du climat et de la sécurité d'approvisionnement énergétique ne peut attendre demain. Il doit être concrétisé au niveau de la production nationale d'énergie, mais aussi au niveau des placements de capitaux et des investissements à réaliser.

Pour plus de durabilité dans les transports : le canton de Berne a beau disposer d'ores et déjà d'un réseau de transports publics qualitatif et étoffé, la voiture y reste deux fois plus utilisée que les TP. Le canton doit dissuader les automobilistes d'emprunter leur véhicule en rendant ce moyen de transport moins attractif et, en parallèle, proposer des options alternatives intéressantes et abordables en passant à l'offensive en matière de transports publics dans les agglomérations et les régions rurales. La population bernoise doit pouvoir se rendre rapidement d'un point A à un point B.

Sur des distances courtes à moyennes, la mobilité douce s'impose comme le parfait complément aux transports publics. Le canton doit se doter sur l'ensemble de son territoire de liaisons cyclables sûres ainsi que de chemins directs et plaisants pour les trajets à pied. Il lui faut épauler les régions et les communes dans cette démarche en mettant à leur disposition le savoir-faire et les ressources financières dont elles ont besoin.

Pour un recours accru aux énergies

renouvelables : développer les sources d'énergie renouvelable permettra à terme de s'affranchir du chantage des dictatures et des oligarchies. La centrale nucléaire de Mühleberg ayant été définitivement arrêtée, il est d'autant plus nécessaire d'intensifier la promotion des énergies renouvelables. Les solutions publiques sont prioritaires, complétées par des initiatives privées. La force hydraulique en particulier constitue un grand atout pour le canton de Berne et doit être développée. Il faut aussi investir de façon ciblée dans l'énergie solaire et éolienne, en prêtant une attention particulière à l'extension du réseau urbain de chaleur à distance.

Les bâtiments représentent une source importante d'émissions de CO₂. Des mesures s'imposent pour dorénavant empêcher l'installation de chauffages au fioul et au gaz et encourager la pose de panneaux photovoltaïques sur des toitures adaptées. Le réseau de stations de recharge pour l'électromobilité doit être étoffé dans tout le canton. La loi sur l'aménagement du territoire doit être appliquée de manière à n'autoriser les nouvelles constructions que dans des zones bien desservies.

Pour des placements et des investissements durables :

un quart des placements mondiaux sont gérés en Suisse. La manière dont ces capitaux sont investis a un impact sur le climat à l'échelle planétaire. Des milliards sont à l'heure actuelle injectés dans des activités qui vont à l'encontre des objectifs climatiques. Il y a donc pour le canton de Berne un autre effet de levier à actionner au niveau des placements financiers et des investissements. En renonçant aux placements préjudiciables à l'environnement, la banque cantonale et les caisses de pension peuvent apporter une contribution décisive à la protection climatique.

Pour une protection du climat socialement acceptable :

le canton est responsable de la préservation du climat et de la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans toutes ses régions. Investir dans la lutte contre le changement climatique soutient l'économie et crée de nouveaux emplois. Dans les régions rurales notamment, il faut investir de façon ciblée dans des emplois durables pour éviter que le développement régional ne soit laissé pour compte. Pour être socialement acceptable, la protection du climat se doit de ne sacrifier personne.

Nous prenons parti

POUR UNE VÉRITABLE ÉGALITÉ

L'égalité ne relève pas de la sphère privée, elle nous concerne toutes et tous, particulièrement à une époque où des gouvernements conservateurs et rétrogrades constituent dans le monde entier une sérieuse menace pour les droits des femmes et des personnes « queer ».

Grâce au mouvement féministe, les mentalités évoluent. On sent une forte volonté de changement, et c'est une bonne chose, mais nous sommes encore loin du compte. Les femmes gagnent toujours nettement moins que les hommes, les jeunes parents se démènent pour concilier vie professionnelle et vie familiale, et la population queer reste confrontée à son lot de sexisme et de violence.

Des obstacles majeurs subsistent par ailleurs encore dans le domaine de l'instruction : l'égalité des chances dans l'accès à la formation est loin d'être acquise. Les enfants et les jeunes en situation de handicap notamment ne disposent toujours pas des structures nécessaires pour garantir leur intégration dans la vie scolaire et professionnelle ainsi qu'une insertion sociale efficace.

Pour l'allongement du congé parental : les parents travaillent aujourd'hui jusqu'à 70 heures par semaine, un rythme qui n'est ni raisonnable, ni judicieux. Pour y remédier, il faudrait créer des crèches gratuites et inclusives, afin de promouvoir l'intégration des enfants, notamment ceux en situation de handicap. Réduire le temps de travail et augmenter la durée du congé parental permettrait aux parents de mieux s'organiser et de mieux se répartir le travail rémunéré et non rémunéré. À l'heure actuelle, ce sont en majorité les femmes qui réduisent fortement leur taux d'occupation à la naissance de leur premier enfant – souvent sur le long terme. L'allongement du congé parental aurait pour effet de mieux concilier travail et famille, de favoriser l'égalité entre les sexes et de renforcer la relation parent-enfant.

Pour l'éradication de la violence : nous voulons mettre un terme aux comportements sexistes du quotidien ainsi qu'aux violences infligées aux femmes et à la population queer. Personne ne doit avoir peur dans sa vie de tous les jours, sur son lieu de travail ou à son domicile. Faire disparaître la violence présuppose d'intensifier le travail de prévention et d'apporter un meilleur soutien aux personnes concernées. Cela implique aussi de pouvoir fournir une protection suffisante via des offres comme les maisons d'accueil pour femmes et les refuges pour personnes queer.

Les agressions sexuelles n'ont plus leur place dans notre société. Encore faut-il pour cela que notre droit pénal reconnaisse la réalité de la violence sexualisée : « Seul un oui est un oui ».

Pour que le respect l'emporte sur la haine : nous nous engageons en faveur d'une société respectueuse de tous les styles de vie, de toutes les orientations sexuelles et de toutes les identités de genre. Le « mariage pour toutes et tous » a beau représenter une avancée historique, tant que les familles arc-en-ciel ne seront pas pleinement protégées, que l'homophobie et la transphobie seront d'actualité, nous aurons encore des combats à mener. Il convient donc de sensibiliser la population de manière ciblée et de renforcer la formation du personnel dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social. Ensemble, nous pouvons construire un avenir où l'égalité sera enfin une réalité.

Pour le bilinguisme et la diversité culturelle : nous nous opposons fermement à la suppression de l'enseignement précoce du français et, partant, à l'affaiblissement du bilinguisme dans le canton de Berne. Le bilinguisme constitue une richesse culturelle et une clé de l'égalité des chances, dans un canton à la frontière des langues. Pour construire l'avenir ensemble, il faut comprendre les autres régions linguistiques, à commencer par leur langue.

Pour une amélioration des conditions de travail dans l'éducation : dans ce domaine, le canton de Berne accuse encore beaucoup de retard par rapport aux autres cantons. Il est essentiel d'améliorer les conditions de travail des personnes employées dans ce secteur. Il faut en particulier accorder des augmentations de salaire significatives au personnel des garderies, des écoles de jour et des écoles obligatoires. La pénurie actuelle d'enseignantes et d'enseignants le démontre clairement : l'heure n'est plus aux mesures d'économie, il faut agir sans plus tarder. Le PS est par ailleurs hostile au relèvement des frais de scolarité dans les hautes écoles et les universités – la formation doit rester accessible et abordable pour tout le monde.

Pour que les personnes issues de la migration bénéficient des mêmes droits et chances : le combat en faveur de l'égalité inclut l'égalité des chances pour les populations immigrées, qui participent de façon décisive au bon fonctionnement de notre économie et de notre société – souvent dans des conditions de travail très éprouvantes. Nous réclamons des salaires justes, des conditions de travail sûres et la reconnaissance du travail accompli. L'accès à l'instruction et à la formation professionnelle doit être effectivement garanti, afin que chacune et chacun jouisse des mêmes perspectives, quelle que soit son origine. Nous nous engageons également pour le renforcement des droits démocratiques des personnes qui ne possèdent pas de passeport suisse et pour la réduction des obstacles à la naturalisation.